

Centre de Langues : Politique générale de soutien des langues à l'UBS pour l'année civile 2026

Le conseil d'administration

*Vu le Code de l'éducation et notamment ses articles L712-2 et L712-6-1 ;
Vu les statuts modifiés de l'université Bretagne Sud ;
Vu les statuts du Centre de langues ;
Vu la délibération n°2024-132 du 17 décembre 2024 relative à la politique générale de soutien des langues à l'UBS pour l'année civile 2025 ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 4 décembre 2025 ;*

Afin de valoriser les compétences linguistiques des étudiants et de faciliter leur insertion professionnelle, l'UBS, via le Centre de Langues, a souhaité encourager et accompagner ses étudiants à passer des certifications en langues malgré l'arrêt de leur caractère obligatoire.

La politique des langues mise en place en 2025 est reconduite pour 2026. De plus, la prise en charge financière est étendue au premier passage d'une certification en langues pour les étudiants souhaitant valider le niveau « advocate » de l'European academic pathway (EAP).

Après en avoir délibéré,

Approuve, à l'unanimité des suffrages exprimés, la politique générale de soutien aux langues pour l'année 2026 suivante :

- L'UBS, via le Centre de Langues, prend en charge financièrement le premier passage d'une certification en langue pour les étudiants sur proposition de leur enseignant référent en L3, BUT3, LP, M1, M2, en CPGE 2. Sont également concernés les étudiants de 2ème année qui ne pourraient passer la certification en 3ème année (dont les BUT) ainsi que les étudiants inscrits dans le parcours Europe international ou souhaitant valider le niveau « advocate » de l'European Academic Pathway (EAP).
- Les langues concernées sont celles pour lesquelles le Centre de Langues est habilité à délivrer une certification.
- Les étudiants inscrits en licence professionnelle (LP) entrent dans le champ du dispositif.
- Les étudiants inscrits sous le régime d'apprentis entrent dans le champ du dispositif.
- Les étudiants inscrits dans le cadre des partenariats (UCO, Ménimur...) ne sont pas concernés par cette politique de soutien.
- La prise en charge financière par l'UBS, via le Centre de Langues, du 1er passage d'une certification ne peut être appliquée qu'une seule fois par étudiant, et cela tout au long de son cursus universitaire à l'UBS.
- Aucun étudiant, que sa date de passage à la certification soit antérieure ou postérieure à cette décision, ne pourra prétendre à un quelconque remboursement de la part de l'UBS. Aucun motif ne pourra faire l'objet d'un quelconque recours.

NB : cette décision remplace toutes les décisions prises antérieurement par les composantes. Dans un souci de simplification, depuis 2025, les enseignants linguistes n'ont plus à attester le niveau de leurs étudiants pour les présenter à la certification. Ils restent toutefois incités à faire passer un test de positionnement préalablement aux étudiants. Les enseignants référents doivent transmettre au centre de langues la liste des étudiants à inscrire à une session de certification (en précisant s'il s'agit ou non d'un 1^{er} passage), au moins 3 semaines avant la date de session.

Transmission à la Rectrice, Chancelière des universités et publication sur le site de l'UBS : 19 décembre 2025



Cette décision ne concerne pas les étudiants de l'ENSIBS pour lesquels la certification en langues reste obligatoire et dont le financement est, selon le règlement intérieur de l'ENSIBS, à la charge de celle-ci pour le 1^{er} passage, puis à la charge de l'étudiant.

Elle s'applique pour les sessions de tests commandées après le 01/01/2026.

Documents en annexe :

- Néant

Décompte des votes :	Suffrages exprimés :	21
Membres en exercice :	Pour :	21
Membres présents :	Contre :	0
Membres représentés :	Abstentions :	0

Visa du président, David MENIER
Par délégation, Michel GENTRIC

